
Étude des crédits

2021-2022

Document préparé par la



Commission
d'accès à l'information
du Québec

Pour la

**Commission des institutions
Assemblée nationale du Québec**

Avril 2021

Québec

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741 cai.communications@cai.gouv.qc.ca www.cai.gouv.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX		Page
G-1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :	1
G-2.	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :	2
G-3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :	3
G-4.	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :	4
G-5.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :	5
G-6.	La liste des dépenses en formation de communication :	6
G-7.	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :	7
G-8.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :	8
G-9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :	11
G-10.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :	12
G-11.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :	13
G-12.	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :	14
G-13.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:	15
G-14.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :	16
G-15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :	17
	a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	17
G-15.	b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	18
G-15.	c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	19

G-15.	d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	20
G-15.	e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :	21
G-15.	f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	22
G-15.	g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	23
G-15.	h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	24
G-15.	i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitalier;	25
G-15.	j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions;	26
G-15.	k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	27
G-15.	l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	28
G-15.	m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	29
G-15.	n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	30
G-15.	o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	31
G-15.	p) le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons de départ;	32
G-15.	q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	33
G-15.	r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	34
G-15.	s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	35
G-16.	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :	36
	a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	36
G-16.	b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	37
G-16.	c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;	38
G-16.	d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	39
G-17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :	40
G-18.	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :	41
G-19.	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	42
G-20.	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :	43
G-21.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour	

	2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :.....	44
G-22.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :	45
G-23.	Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :	46
G-24.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :	47
G-25.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :	48
G-26.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :	49
G-27.	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.	50
G-28.	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.	51
G-29.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :	52
G-30.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :	53
G-31.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :	54
G-32.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	55
G-33.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :	56
G-34.	Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :	57
G-35.	Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :	58
G-36.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :	59
G-37.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	60
G-38.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.....	61

G-39.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.	62
G-40.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.	63
G-41.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.	64
G-42.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	65
G-43.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	66
G-44.	Pour chaque cabinet ministériel fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes de rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	67
G-45.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	68
G-46.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	69
G-47.	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :	70
G-48.	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :	71
G-49.	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	72
G-50.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	73
G-51.	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	74
G-52.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	75
G-53.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	76
G-54.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.	77
G-55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	78

G-56.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	79
G-57.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.....	80
G-58.	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.....	81
G-59.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :	82
G-60.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).....	83
G-61.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).....	84
G-62.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :	85
G-63.	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :	86
G-64.	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	87
G-65.	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :	88
G-66.	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :	89
G-67.	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :	90
G-68.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.....	91
G-69.	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.	92
G-70.	Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.....	93
G-71.	Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.....	94
G-72.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.....	95
G-73.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	96
G-74.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).....	97

G-75.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».....	98
G-76.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».....	99
G-77.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.....	100
G-78.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».....	101
G-79.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».....	102
G-80.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.....	103
G-81.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.....	104
G-82.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».....	105
G-83.	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.....	106
G-84.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.....	107
G-85.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.....	108
G-86.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.....	109
G-87.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.....	110
G-88.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.....	111
G-89.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.....	112
G-90.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.....	113
G-91.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026..	114
G-92.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.....	115
G-93.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.....	116
G-94.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.....	117

G-95.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	118
G-96.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.	119
G-97.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	120
G-98.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	121
G-99.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	122
G-100.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	123
G-101.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.	124
G-102.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). .	125
G-103.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.	126
G-104.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	127
G-105.	Au sujet des mesures de télétravail ou travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :	128
G-106.	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.	129
G-107.	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.	130
G-108.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	131
G-109.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	132
G-110.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :	133
G-111.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	134
G-112.	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.	135
G-113.	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :	136
G-114.	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :	137
G-115.	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :	138
G-116.	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.	139
G-117.	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.	140

G-118.	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).	141
G-119.	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021 ..	142
G-120.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :	143
G-121.	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :	144
G-122.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :	145
G-123.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :	146
G-124.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes..	147
G-125.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	148
G-126.	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	149
G-127.	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	150
G-128.	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.....	151
G-129.	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :	152
G-130.	Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :	153
G-131.	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.	154
G-132.	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.	155

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE	Page
P-13. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information (CAI) pour 2020-2021, préciser :.....	156
a) le nombre de demandes reçues et réglées;	156
P-13. b) le nombre de causes portées en appel et le verdict;.....	157
P-13. c) le nombre de causes portées en appel, notamment en vertu de l'article 34;....	158
P-13. d) le délai de traitement des demandes;.....	159
P-13. e) le nombre d'avis demandés à la Commission, par ministère et organisme, en indiquant l'objet;	160
P-13. f) le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande, la date de la fin de l'enquête et ses conclusions;	161
P-13. g) les organismes publics faisant l'objet de demandes d'enquête dont le délai de traitement est plus long que 24 mois;	163
P-13. h) le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;.....	164
P-13. i) le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.....	165
P-14. Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics en 2020-2021 réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée.....	166
P-15. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI aux ministères et aux organismes, et suivi accordé pour les années 2020-2021.	167
P-16. Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI pour l'année 2020-2021.....	169
P-17. Nombre d'ententes approuvées par la CAI, pour l'année 2020-2021, et conclues entre les organismes en vertu de l'article 172, en indiquant :.....	170
P-18. Nombre d'avis, pour l'année 2020-2021, sur les projets de règlement soumis en vertu de la présente loi :	171
P-19. Évaluations et estimations des ressources humaines, financières et technologiques nécessaires pour la mise en œuvre du projet de loi 64 : <i>Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels</i>	172
P-20. Calendrier d'implantation des dispositions du projet de loi 64.....	173
P-21. Estimations et hypothèses des demandes supplémentaires, leur nature et les coûts associés engendrés par la mise en œuvre du PL 64.....	174
P-22. Le nombre de demandes écrites reçues et le nombre ayant été acceptées pour 2020-2021 afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels, en indiquant :	175
P-24. Nombre d'enquêtes effectuées pour 2020-2021 :	177
P-25. Coûts de chacune des enquêtes et personnel affecté à celles-ci.....	178
P-26. Nombre de plaintes reçues en matière de protection des renseignements personnels et description sommaire de celles-ci.....	179
P-27. Liste des divulgations proactives concernant un incident de sécurité impliquant des renseignements personnels.	180
P-28. Liste des divulgations des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques.....	181
P-29. Liste des ordonnances rendues en vertu du deuxième et troisième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.....	182
P-30. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI concernant l'encadrement des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.	183

P-31. Indiquer le nombre de demandes de révision déposées en 2020-2021 à la CAI, en ventilant par ministère, organisme ou municipalité..... 184

P-32. Indiquer les sommes dépensées pour 2020-2021 par la CAI pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). 192

P-33. Liste des frais exigés au demandeur en 2020-2021 pour la transmission de données électroniques pour chacun des ministères ou organismes gouvernementaux à la suite d'une demande d'accès, en ventilant par ministère ou organisme..... 193

P-34. Indiquer les sommes dépensées en 2020-2021 par la CAI pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. 194

G-1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Aucun voyage.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).
<http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
-

Aucun voyage.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

- G-3.** Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Infographie et accessibilité PDF d'une fiche d'information sur la demande de révision ou d'examen de mécontentement	Gré à gré	510 \$
Impression d'une fiche d'information sur la demande de révision ou d'examen de mécontentement	Gré à gré	1 105 \$
Infographie et accessibilité PDF de deux fiches d'information sur les pièces d'identité	Gré à gré	713 \$
Infographie et accessibilité pour un guide du participant pour audiences en salle virtuelle	Gré à gré	525 \$
Acquisition d'une banque d'image à être utilisé pour les communications de la Commission	Gré à gré	304 \$
Infographie et accessibilité PDF d'une fiche d'information sur la demande de révision ou d'examen de mécontentement	Gré à gré	240 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Aucune dépense.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique, mais il n'y en a aucun pour la Commission.

G-5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

La Commission a tenue 2 conférences de presse téléphoniques pour la diffusion des décisions rendues à la suite d'enquêtes dans les dossiers Desjardins et Clearview AI. Aucune dépense n'a été effectuée pour la tenue de ces conférences à l'exception de celle pour l'envoi d'un communiqué de presse pour un montant de 184 \$.

G-6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

FIRME	DÉTAILS
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL FRANÇOIS-XAVIER GARNEAU	Animer les médias sociaux (avancé) - Optimiser le rayonnement de sa marque Montant : 216 \$
LES ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	Ateliers de conversation anglaise Montant : 6 600 \$
OPTIMA SANTÉ GLOBALE INC.	La communication et les saines relations Montant : 395 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

- G-7.** La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

- G-8.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

FIRME	DÉTAILS
ACCENT 2000 INC. (contrat de gré à gré)	Formation sur la rédaction de rapports et de notes stratégiques Montant : 1 695 \$
BELL CANADA (contrat de gré à gré)	Publications dans les pages bleues et travaux techniques en lien avec le système téléphonique Montant : 4 419 \$
BETTINA KARPEL (TRADUCTRICE) (contrat de gré à gré)	Traduction de documents Montant : 8 100 \$
CATHERINE CONSTANTIN (TRADUCTRICE) (contrat de gré à gré)	Traduction de documents Montant : 10 000 \$
COMNET TECHNOLOGIE INC. (contrat de gré à gré)	Maintenance des licences Voxlog Montant : 4 765 \$
CONNEX QUÉBEC INC. (contrat par appel d'offres public géré par le CAG)	Acquisition de système de visioconférence pour deux salles d'audience Montant : 13 214 \$
COPIES DE LA CAPITALE INC., LES (contrat de gré à gré)	Impression d'une fiche d'information sur la demande de révision ou d'examen de mécontentement Montant : 1 105 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC. (contrat de gré à gré)	Licences Antidote Montant : 3 901 \$
EN CLAIR SERVICE-CONSEIL INC. (contrat de gré à gré)	Banque d'heures pour de l'accompagnement dans la rédaction de divers documents Montant : 3 000 \$
EN CLAIR SERVICE-CONSEIL INC. (contrat de gré à gré)	Simplification du Guide d'accompagnement <i>Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée</i> et formation personnalisée sur l'art de la communication claire et efficace Montant : 2 000 \$

FIRME	DÉTAILS
GAMBS, SÉBASTIEN (CONSULTANT) (contrat de gré à gré)	Transfert d'expertise sous forme d'une formation sur le volet dépersonnalisation et anonymisation ainsi qu'une formation et un accompagnement auprès des enquêteurs en matière de fonctionnement et d'utilisation d'une application de traçage ou autre technologie de surveillance, de sécurité de l'information liée à ces outils et de protection des renseignements personnels collectés, utilisés, communiqués et conservés par ces outils technologiques Montant : 4 000 \$
GARDNER, CHRISTINE (TRADUCTION) (contrat de gré à gré)	Traduction de documents Montant : 9 324 \$
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC. (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Frais de production de la revue de presse écrite (quotidien, hebdomadaires et périodiques) Montant : 4 988 \$
LES ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE (contrat de gré à gré)	Ateliers de conversation anglaise Montant : 6 600 \$
LES COPIES DE LA CAPITALE INC. (contrat de gré à gré)	Impression d'une fiche d'information sur la demande de révision ou d'examen de mécontentement Montant : 1 105 \$
LEVIO CONSEIL INC. (contrat de gré à gré)	Services professionnels en lien avec l'entretien du système de mission Montant : 7 625 \$
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC. (contrat de gré à gré)	Services de technologie juridique (gestion, hébergement, diffusion et recherche pour les décisions de la section de surveillance) Montant : 16 309 \$
MICRO FOCUS SOFTWARE CANADA INC. (contrat de gré à gré)	Licences Novell et ZENworks Montant : 10 324 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Acquisition et support pour licences McAfee Montant : 2 300 \$
NOVEXCO INC. (HAMSTER) (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Acquisition de fournitures Montant : 5 432 \$
OPTIMA SANTÉ GLOBALE INC. (contrat de gré à gré)	Programme d'aide aux employés Montant : 2 348 \$
POITRAS INDUSTRIES (contrat de gré à gré)	Fourniture et installation du lettrage du nom et du logo de la Commission à l'extérieur des locaux et dans les salles d'audience du bureau de Montréal Montant : 2 539 \$
PRO-ACTIF (contrat de gré à gré)	Infographie et accessibilité Montant : 1 238 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

FIRME	DÉTAILS
PUROLATOR INC. (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Courrier et messagerie Montant : 5 485 \$
SAR, VICCHINY (CONSULTANT) (contrat de gré à gré)	Support informatique pour la mise à jour des postes informatiques à Windows 10 Montant : 2 539 \$
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2045 STANLEY (contrat de gré à gré)	Travaux d'entretien des locaux au bureau de Montréal Montant : 1 116 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (contrat de gré à gré)	Licence relative à l'utilisation du logiciel « Outil d'aide à la citation » Montant : 1 320 \$
STAPLES ADVANTAGE (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Acquisition de cartouches d'imprimante Montant 1 024 \$
STUDIO ALPHATEK INC. (contrat de gré à gré)	Conception et impression du rapport annuel 2019-2020 de la Commission Montant : 3 346 \$
TELUS COMMUNICATIONS INC. (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Services cellulaires Montant : 6 869 \$
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L. (contrats de gré à gré)	Représentation juridique de la Commission Montant : 2 000 \$
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L. (contrats de gré à gré)	Représentation juridique de la Commission Montant : 1 500 \$
TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L. (contrats de gré à gré)	Représentation juridique de la Commission Montant : 1 000 \$
VIDÉOTRON S.E.N.C. (contrat de gré à gré)	Services Internet Montant : 3 120 \$
XÉROX CANADA LTÉE (contrat par appel d'offres public par le CAG)	Location de photocopieurs et frais d'impressions et photocopies Montant : 6 475 \$

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

G-9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

La Commission n'a fait aucun appel d'offres public en 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

G-10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Aucune ressource œuvre au sein de la Commission sans être un employé du gouvernement.

G-11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

-
- a) Le dépôt numérique;
 - b) Développer une solution de dépôt de documents, hébergée localement et garantissant la confidentialité appropriée;
 - c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
 - d) 21 500 \$;
 - e) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
 - f) 19 200 \$;
 - g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
 - h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
 - i) 90 %;
 - j) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
 - k) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;
 - l) L'utilisation de logiciels libres a été considérée mais n'a pas été retenue parce qu'elle n'était pas adaptée à ce projet et qu'elle ne semblait pas offrir le niveau de sécurité requis. La Commission a toutefois retenu une solution gratuite;
 - m) Ne s'applique pas.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

G-12. Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
-

Aucun développement de cette nature à la Commission.

G-13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

	2020-2021
a) la photocopie.....	6 466 \$
b) le mobilier de bureau	6 782 \$
c) l'ameublement (inclus dans le montant précédent)	
d) la décoration et l'embellissement.....	79 \$
e) le distributeur d'eau de source.....	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	
- à l'employé.....	1 808 \$
- aux entreprises de transport.....	1 021 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	
- à l'employé.....	111 \$
- aux entreprises de services d'hébergement	3 802 \$
h) le remboursement des frais de repas	1 115 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes.....	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
i. au Québec.....	23 240 \$
ii. à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

G-14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

c) Coût d'acquisition	216 \$
d) Coût d'utilisation	3 \$
e) Coût des contrats	6 973 \$
h) Frais d'itinérance	0 \$
i) Coût lié aux dépassements des forfaits de données	32 \$
j) Coûts de résiliation	102 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

Au 18 mars 2021								
35 ANS ET PLUS								
	MASCULIN	FÉMININ	TOTAL	%	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLO- PHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Aucune Catégorie	0	2	2	4,8%				
Cadres	2	0	2	4,8%				1
Professionnels	8	21	29	69,0%				2
Fonctionnaires	0	9	9	21,4%				7
Sous-total	10	32	42	100,0%				
	23,8%	76,2%	100,0%					

G-15. b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

18 mars 2021								
MOINS DE 35 ANS								
	MASCULIN	FÉMININ	TOTAL	%	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLO- PHONES	AUTOCHTONES	COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Aucune Catégorie	0	0	0	0,0%				
Cadres	0	0	0	0,0%				
Professionnels	2	1	3	27,3%				
Fonctionnaires	0	8	8	72,7%				1
Sous-total :	2	9	11	100,0%				
	18,2%	81,8%	100,0%					

G-15. c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel : 2020-2021 (au 12 mars 2021)	
Catégorie	Nombre de jours
AUCUNE CATÉGORIE	0
CADRES	0
PROFESSIONNELS	112,0
FONCTIONNAIRES	59,0
TOTAL	171

G-15. d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	Réserve de maladies au 12 mars 2021 (personnel assujetti à la LFP)				
	Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus	Total
Aucune catégorie	2	0	0	0	2
Cadres	0	1	2	0	3
Professionnels	17	14	1	4	36
Fonctionnaires	16	9	1	1	27
Total	35	24	4	5	68
%	51,5%	35,3%	5,9%	7,4%	100,0%

	Valeur estimée
Aucune catégorie	5 367,74 \$
Cadres	123 296,73 \$
Professionnels	312 708,80 \$
Fonctionnaires	109 257,75 \$
Total	550 631,02 \$

- G-15. e)** le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

2020-2021 (au 12 mars 2021)					
	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	MONTANT (\$)	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	MONTANT (\$)
TOTAL :	1245,81	975,40	42 636,81 \$	270,41	8 798,29 \$

COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL	
AUCUNE CATÉGORIE	0,0 \$
CADRES	0,0 \$
PROFESSIONNELS	1336, 84 \$
FONCTIONNAIRES	122,55 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

G-15. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

2020-2021 (au 12 mars 2021)							
	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT
NOMBRE DE JOURS	32,5	51,5	91,5	193,5	263,0	89,5	46,0
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS		TOTAL
NOMBRE DE JOURS	40,5	122,5	49,5	46,5	40,5		1067,0

2020-2021 (au 12 mars 2021)							
	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE	0,0	0,0	4,0	10,0	6,0	8,0	4,0
CADRES	12,0	20,0	10,0	10,0	21,0	0,0	0,0
PROFESSIONNELS	17,0	27,5	58,0	121,0	196,0	52,5	18,5
FONCTIONNAIRES	3,5	4,0	19,5	52,5	40,0	29,0	23,5
TOTAL :	32,5	51,5	91,5	193,5	263,0	89,5	46,0
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS		TOTAL
AUCUNE CATÉGORIE	14,0	6,0	0,0	0,0	1,0		53,0
CADRES	1,0	4,0	0,0	1,5	2,5		82,0
PROFESSIONNELS	18,5	80,0	40,0	27,5	31,0		687,5
FONCTIONNAIRES	7,0	32,5	9,5	17,5	6,0		244,5
TOTAL :	40,5	122,5	49,5	46,5	40,5		1 067,0

G-15. g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

2020-2021 (au 12 mars 2021)				
Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus	Total
41	27	0	0	68
Valeur estimée				
266 984,76 \$				

G-15. h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G-15. i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitalier;

Nombre de retraités engagés: 3

G-15. j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions;

Répartition des effectifs (au 18 mars 2021)				
	Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie	1	1	2	3,1%
Cadres	3	0	3	4,7%
Professionnels	26	8	34	53,1%
Fonctionnaires	19	6	25	39,1%
Total	49	15	64	100,0%
	76,6%	23,4%	100,0%	

G-15. k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

	Prime expert (10%)	Prime émérite (15%)	Total
2021-03-12	1	0	1
2020-02-29	1	0	1
2019-03-31	2	0	2

G-15. I) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

	Nombre d'employés
Au 12 mars 2021	1
Au 29 février 2020	3
Au 31 mars 2019	2

G-15. m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

		18 mars 2021
Québec	Aucune catégorie	3
	Cadres	3
	Professionnels	26
	Fonctionnaires	19
	Sous-total	51
Montréal	Aucune catégorie	7
	Cadres	0
	Professionnels	8
	Fonctionnaires	7
	Sous-total	22
	TOTAL	73

G-15. n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-15. o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-15. p) le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons de départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-15. q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

La Commission d'accès à l'information n'a aboli aucun poste en 2020-2021.

G-15. r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-15. s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

2020-2021		
Nombre de postes vacants	Québec	Montréal
	3	2

- G-16.** Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de :
- a)** le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

G-16. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

Aucun remplacement n'a été effectué.

G-16. c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;

La réponse à cette question se trouve à la question 16 a).

G-16. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Nombre de retraités engagés pour un ou des contrats : 1

- G-17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d’eux :
- a) l’emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) propriétaire de l’espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
 - k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse
 - l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

	Québec	Montréal (avril 2020 - mai 2020)	Montréal (juin 2020 à mars 2021)
Emplacement des locations	525, boulevard René-Lévesque E.	500, boulevard René-Lévesque O.	2045, rue Stanley
Superficie des locaux	1 243,81 m ²	752,46 m ²	861,86 m ²
Coût total des locations : 668 921 \$	368 732 \$	50 868 \$	249 321 \$
Coûts d’aménagement	0 \$	0 \$	1 294 391 \$
Durée des baux ¹ (date de fin du bail)	31 mai 2022	Inconnue	21 mai 2030
Propriétaire des espaces loués	La Société Bon-Pasteur Enr.	Édifice 500 René-Lévesque Ouest Inc.	Société en commandite 2045 Stanley

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-18. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

La Commission n'a aucun actif immobilier excédentaire.

G-19. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 18.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

G-20. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

2020-2021 : 1 294 391 \$

G-21. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-22. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2022;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-23. Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2021-2022.
-

La Commission n'a aucun personnel hors structure.

G-25. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2021-2022.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-26. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2021-2022.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-27. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

La Commission n'a aboli aucun poste en 2020-2021.

G-28. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).

G-29. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-

La Commission ne rémunère aucun membre de son personnel affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

G-30. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Publications (format papier ou électronique)	Nombre	Coût	Fournisseur
Accès à l'information – Loi annotée	5	5 378 \$	Thomson Reuters Canada
Alter ego : Code de procédure civile	3	254 \$	Les Éditions Wilson et Lafleur inc.
Alter ego : Charte des droits de la personne	1	120 \$	Les Éditions Wilson et Lafleur inc.
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1	2 219 \$	Wolters Kluwer Québec ltée
Courrier parlementaire	1	2 200 \$	Le Courrier parlementaire, (Publication Mass-Média inc.)
Tribunaux administratifs du Québec	4	240 \$	Thomson Reuters Canada
10 411 \$			

Sites spécialisés de recherche sur internet	Nombre	Coût	Fournisseur
Azimut – Banque de données	4	1 320 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Azimut – Outil d'aide à la citation	Entre 10 et 24	518 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Abonnement - Express	Entre 10 et 24	800 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
2 638 \$			

G-31. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-32. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme dépensée.

G-33. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site;
 - i) les noms de domaines réservés;
 - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
-

a) le nom du site Web :

Site Web de la Commission d'accès à l'information du Québec.

b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Aliaco inc. en janvier 2002.

c) les coûts de construction du site :

19 500 \$.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Le coût d'hébergement annuel est de 360 \$. Les travaux d'entretien et de mises à jour ont été faits par des employés.

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- 1 fois en 2003 (par Mediaprim);
- 1 fois en 2012 (ressources internes et 1 travailleur autonome, spécialisé en conception de site Web). Site désuet et très peu convivial, nécessité de le mettre à jour pour faciliter la recherche d'information. Coût : 4 625 \$.

f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) la fréquence moyenne de mise à jour :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) le responsable du contenu sur le site :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) les noms de domaines réservés :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines :

Les coûts liés à la réservation de noms de domaines sont facturés globalement dans un ensemble de services en technologie de l'information. Les coûts exacts sont donc inconnus.

G-34. Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
-

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 8.

G-35. Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

Aucune somme dépensée.

G-36. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-37. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-38. La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes pour tous les ministères et organismes.

G-39. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-40. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel de gestion 2020-2021 des ministères et organismes.

G-41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-42. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun transfert n'a été obtenu du gouvernement fédéral en 2020-2021.

G-43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Primes au rendement et bonis versés en 2020-2021	0 \$
--	------

G-44. Pour chaque cabinet ministériel fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes de rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-45. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime n'a été versée.

G-46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-47. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

G-48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

G-49. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-51. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan nord pour tous les ministères et organismes.

G-52. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

G-53. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

G-54. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

G-55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

G-56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

G-57. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

G-58. Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

G-59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

- a) La programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles 2020-2021 de la Commission prévoyait une dépense totale de 624 391 \$.
- b) Les informations concernant les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord : site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question se trouve à la question numéro 11.

G-60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-63. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) Dépense totale : 35 302 \$

b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

- Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI);
- Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT);
- Barreau du Québec;

G-64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les participants;
 - d) Si l'évènement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
-

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-66. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les questions posées;
 - d) Les réponses;
 - e) La firme retenue;
 - f) Les coûts.
-

Aucun sondage ou enquête d'opinion n'a été effectué en 2020-2021.

G-67. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
-

Aucune dépense publicitaire réalisée au sein de médias communautaires, sur internet et les médias sociaux en 2020-2021.

G-68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

G-69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-70. Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

G-71. Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

L'ensemble des dépenses de la Commission, soit 7,0 M\$, visent l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.

G-72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

G-73. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

G-74. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

G-75. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

G-76. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

G-77. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

G-78. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

G-79. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

G-80. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

G-81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

G-82. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

G-83. Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

G-84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.

G-86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

G-94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

G-95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

G-96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

G-97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

G-98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

G-99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

G-100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

G-101. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-102. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-105. Au sujet des mesures de télétravail ou travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié
 - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021
 - c) Portion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-107. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

G-108. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 8.

G-109. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 8.

G-110. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;
 - b) Nom du fournisseur ;
 - c) Montant déboursé.
-

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 8.

G-111. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune somme dépensée.

G-112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-113. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

a) 775 \$

b) La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) 775 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

G-114. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées;
 - b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
 - c) Liste des fournisseurs retenus;
 - d) Coûts d'installation;
 - e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
 - f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;
-

a) 2 738 \$

b) Gants, gel, lingettes, masques, écrans de protection, autres

c) Amazon, Novaco, Wood Wyant (Sani Marc), Novexco Inc. (Hamster), Posimage Inc

d) Les coûts d'installation, s'il en est, sont inclus dans le total des dépenses réalisées.

e) La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

f) Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

G-115. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées;
- b) Le nom des fournisseurs retenus;
- c) La liste des contrats.

Les dépenses pour l'entretien ménager régulier sont incluses, sans distinction, dans le montant du loyer indiqué à la question 17.

Aucune dépense pour la désinfection des locaux de la CAI n'a été effectuée en 2020-2021.

G-116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-117. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune dépense.

G-118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021

Ne s'applique pas à la Commission.

G-120. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
-

Aucun contrat visé.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

G-121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'état de prestation des services;
- e) l'échéancier.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

G-122. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat
 - c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - d) le coût;
 - e) l'échéancier;
 - f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-123. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

2020-2021

Demandes d'accès traitées	38
Demandes d'accès acceptées totalement	16
Demandes d'accès acceptées partiellement	14
Demande d'accès refusée.....	0
Demandes d'accès référées.....	7
Documents non détenus par la Commission	1
Demandes d'accès traitées dans un délai de 20 jours.....	32
Demandes d'accès traitées dans un délai de 21 à 30 jours.....	6
Demande d'accès traitée après consultation d'un tiers.....	0
Demande d'accès traitée hors délai	0

G-124. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité n'a été formé par la Commission en 2020-2021

G-125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

G-127. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

La réponse à cette question se trouve à la question 15 m).

G-128. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
-

Pour l'année 2019-2020

- a) Nombre de stagiaire reçu : 1
- b) Rémunération totale déboursée : le salaire du stagiaire a été versé en conformité avec les règles applicables.

G-129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.
-

Aucun véhicule.

G-130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action;
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

G-131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

G-132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

P-13. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information (CAI) pour 2020-2021, préciser :

a) le nombre de demandes reçues et réglées;

Ensemble des activités :

Demandes reçues :	2359
-------------------	------

Demandes réglées :	2409
--------------------	------

Juridictionnelle :

Reçues :	1967
----------	------

Réglées :	1975
-----------	------

Réglées par médiation :	1226
-------------------------	------

Surveillance :

Reçues :	392
----------	-----

Réglées :	434
-----------	-----

P-13. b) le nombre de causes portées en appel et le verdict;

- 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

COUR DU QUÉBEC	
<i>REQUÊTES EN PERMISSION D'APPEL</i>	
<u>REÇUES</u> :	7
<u>DÉSISTEMENT</u> :	2
 <i>APPELS</i>	
<u>REÇUS</u> :	9
<u>ACCUEILLIS</u> :	7
<u>ACCUEILLIS EN PARTIE</u> :	7
<u>REJETÉS</u> :	6
<u>DÉSISTEMENT</u> :	1
 COUR SUPÉRIEURE	
<i>POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE</i>	
<u>REÇUS</u> :	5
<u>ACCUEILLI</u> :	1

P-13. c) le nombre de causes portées en appel, notamment en vertu de l'article 34;

Aucune cause n'a été portée en appel en vertu de l'article 34.

P-13. d) le délai de traitement des demandes;

2020-2021

Délai moyen de traitement des dossiers 583 jours
juridictionnels clos par décision dans
lesquels il n'y a pas eu remise

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an.....27 %
1 à 2 ans42 %
Plus de 2 ans31 %

Délai moyen de traitement des dossiers 954 jours
juridictionnels clos par décision dans
lesquels il y a eu remise

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an.....8 %
1 à 2 ans30 %
Plus de 2 ans62 %

Délai moyen de traitement dans les..... 557 jours
dossiers de médiation

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an.....36 %
1 à 2 ans34 %
Plus de 2 ans30 %

Délai moyen des délibérés 26 jours

Délai moyen de traitement des..... 336 jours
dossiers d'enquête

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an.....78 %
1 à 2 ans7 %
Plus de 2 ans15 %

Délai moyen de traitement des dossiers 333 jours
d'autorisation d'accès à des fins d'étude,
de recherche ou de statistique

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 4 mois38 %
4 à 8 mois17 %
8 à 12 mois8 %
Plus de 12 mois.....37 %

P-13. e) le nombre d'avis demandés à la Commission, par ministère et organisme, en indiquant l'objet;

Le nombre d'avis demandés à la Commission au cours de l'année 2019-2020 est de 22 au total et se divise comme suit :

- 16 visant les ententes sur la collecte ou la communication de renseignements personnels. De plus amples détails sont fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et recommandations que l'on retrouve à la réponse fournie à la question P-15. Les ministères et organismes demandeurs sont :
 - Institut de la statistique du Québec;
 - Santé et services sociaux;
 - Travail, emploi et solidarité sociale;
 - Curateur public;
 - Agriculture, pêcheries et alimentation;
 - Institut national d'excellence en santé et services sociaux
 - Héma Québec;
 - Revenu Québec;
 - Retraite Québec;
 - Conseil appellations réservées et termes valorisants;
 - Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ).
- 4 visant les projets de loi ou de règlement. De plus amples détails sont également fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et recommandations que l'on retrouve à la réponse fournie à la question P-15.
- 2 dossiers visant les autres demandes d'avis à la Commission, soit le rapport d'activité résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements inscrits au plan d'utilisation de Revenu Québec et le rapport annuel sur les sondages effectués dans le cadre du plan triennal des sondages de Revenu Québec.

- P-13. f)** le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande, la date de la fin de l'enquête et ses conclusions;
-

Au cours de l'exercice 2020-2021, la Commission a reçu 172 plaintes et ouvert 8 enquêtes à son initiative. Elle a complété le traitement de 231 dossiers, dont 220 cas qui émanaient de plaintes reçues. Dans 19 cas, des décisions ont été rendues par les membres de la section de surveillance.

SECTEUR PRIVÉ

86 demandes d'enquêtes à la suite de plaintes ont été complétées dans le secteur privé :

- 42 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 18 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 6 de ces cas concernaient la conservation de renseignements personnels
- 2 de ces cas concernaient l'utilisation de renseignements personnels
- 2 de ces cas concernaient la collecte et l'utilisation de renseignements personnels, ainsi que d'autres pratiques;
- 1 de ces cas concernait les frais exigibles;
- 2 de ces cas concernaient la collecte et la communication de renseignements personnels;
- 3 de ces cas concernaient la collecte et la conservation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte et la rectification de renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait l'accès aux renseignements personnels
- 1 de ces cas concernait l'accès et la communication de renseignements personnels;
- 7 cas concernaient d'autres pratiques.

Parmi ces 86 cas, la Commission a :

- Émis 1 ordonnance;
- Émis 1 une ordonnance avec recommandation;
- Conclu que dans 2 de ces cas la plainte n'était pas fondée
- Conclu que dans 1 de ces cas la plainte était fondée; toutefois l'entreprise a modifié sa pratique;
- Conclu que dans 5 de ces cas, son intervention n'était plus utile;
- Déterminé dans 2 de ces cas que l'entreprise a pris des mesures afin de respecter ses obligations.

Finalement, 75 dossiers ont été fermés au sein de la Direction de surveillance.

9 enquêtes à l'initiative de la Commission ont été complétées dans le secteur privé :

- 7 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 1 de ces dossiers portait sur la conservation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la communication de renseignements personnels.

Parmi ces 9 cas, la Commission a rendu 7 décisions :

- 1 ordonnance;
- 1 ordonnance avec recommandation;
- 1 conclut que son intervention n'était plus utile;
- Pour 4 de ces cas, elle conclut que l'entreprise a pris des mesures afin de respecter les exigences de la Loi.

Finalement, 2 dossiers ont été fermés au sein de la Direction de la surveillance.

SECTEUR PUBLIC

137 demandes d'enquêtes à la suite de plaintes ont été complétées dans le secteur public :

- 88 de ces cas concernaient l'accès et la diffusion de l'information;
- 12 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 19 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 3 de ces cas concernaient la conservation de renseignements personnels ;
- 3 de ces cas concernaient l'utilisation de renseignements personnels;

- 1 de ces cas concernait le délai de réponse lors d'une demande d'accès;
- 1 de ces cas concernait la communication et la conservation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte et l'utilisation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte et la conservation de renseignements personnels;
- 8 de ces cas concernaient d'autres pratiques.

La Commission n'a émis aucune ordonnance dans ces dossiers.

- Dans deux de ces cas, la Commission a cessé le traitement du dossier, car l'organisme a modifié ou s'est engagé à modifier ses pratiques;
- Dans un autre de ces cas, la Commission a conclu que l'organisme n'a pas contrevenu à la Loi sur l'accès et a jugé la plainte non fondée.

Finalement, 135 de ces dossiers ont été fermés au sein de la Direction de la surveillance.

2 enquêtes à l'initiative de la Commission ont été complétées dans le secteur public :

La Commission n'a émis aucune ordonnance dans ces dossiers.

- Dans l'un de ces cas, l'organisme a cessé sa pratique;
- L'organisme a mis en place des mesures de sensibilisation dans l'autre cas.

P-13. g) les organismes publics faisant l'objet de demandes d'enquête dont le délai de traitement est plus long que 24 mois;

Il y en a 8 au total.

Chambly (Ville)
CHSLD providence Notre-Dame-de-Lourdes
CLD des Collines-de-l'Outaouais
CNESST
Montréal (Ville)
OMH Montréal
Revenu Québec
Santé et services sociaux

P-13. h) le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;

Il y en a eu 1.

P-13. i) le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.

Du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021 : 74

P-14. Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics en 2020-2021 réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée.

CDP (Caisse de dépôt et placement du Québec).....	2
Cégep de Jonquière.....	1
Centre universitaire de santé McGill.....	1
CISSS de Chaudière-Appalaches	1
CISSS de la Gaspésie	1
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	2
CISSS de l'Outaouais	1
CISSS des Laurentides	1
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	2
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	3
Commissaire au lobbyisme du Québec.....	1
Directeur des poursuites criminelles et pénales	4
École polytechnique de Montréal	1
Environnement et Lutte contre les changements climatiques.....	1
Forêts, Faune et Parcs.....	2
Hydro-Québec	2
Institut national de la recherche scientifique	2
Investissement Québec.....	1
Justice	1
Kazabazua.....	1
La Martre	1
Lac-Édouard	1
Lamarche.....	3
Mayo.....	1
Montréal (Plateau Mont-Royal)	1
Montréal (Ville).....	2
MRC Bellechasse	1
Notre-Dame-de-Montauban	1
Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)	1
Rigaud (Ville)	1
Rivière-du-Loup (Ville)	1
Santé et Services sociaux.....	3
Sécurité publique	3
Sherbrooke (Ville)	8
St-Amable (Ville).....	1
St-Charles-de-Bourget	1
St-Dominique	1
Ste-Julie (Ville).....	1
Tribunal administratif du logement	1
Tribunal administratif du Québec	2
Trois-Rivières (Ville).....	3
Université du Québec à Trois-Rivières.....	1
Université du Québec en Outaouais.....	2
Université McGill	1
Val-David (Village)	1

P-15. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI aux ministères et aux organismes, et suivi accordé pour les années 2020-2021.

Avis au sujet d'ententes de communication de renseignements personnels

1021593 : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 1^{er} avril 2020;

1023702 : Institut national d'excellence en santé et services sociaux, Régie de l'assurance maladie du Québec et ministère de la Santé et des Services sociaux, avis le 20 mai 2020;

1023937 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et divers CISSS, avis le 10 août 2020;

1023936 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et divers organismes gouvernementaux, avis le 10 août 2020;

1023935 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et divers organismes scolaires, avis le 10 août 2020;

1024085 : Centre d'acquisitions gouvernementales et ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, avis le 15 septembre 2020;

1024126 : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 16 septembre 2020;

1024217 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Retraite Québec, avis le 24 septembre 2020;

1024336 : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 27 octobre 2020;

1021942 : Héma-Québec et Bureau du coroner, avis le 5 novembre 2020;

1024678 : Retraite Québec et Revenu Québec, avis le 30 novembre 2020;

1024445 : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 30 novembre 2020;

1024343 : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 30 novembre 2020;

1024854 : Conseil des appellations réservées et des termes valorisants et Les Producteurs de lait du Québec, avis le 23 décembre 2020;

1023929 : ministère de la Santé et des Services sociaux et Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 8 février 2021;

1025164 : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et Curateur public, avis le 12 février 2021;

Projets de loi et de règlement

Projet de loi 82 **Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020**, projet de loi qui modifie notamment la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec

Projet de loi 64 **Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels**

Projet de loi 53 **Loi sur les agents d'évaluation du crédit**

Projet de loi 79 **Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement**

Autres demandes d'avis

1012897 : Revenu Québec, avis le 27 août 2020;

1023751 : Revenu Québec, avis le 27 août 2020.

P-16. Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI pour l'année 2020-2021.

2020-2021

Aucune dépense.

P-17. Nombre d'ententes approuvées par la CAI, pour l'année 2020-2021, et conclues entre les organismes en vertu de l'article 172, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme ;
 - b) la nature ou l'objet de l'entente
 - c) la durée de l'entente.
-

Aucune.

P-18. Nombre d'avis, pour l'année 2020-2021, sur les projets de règlement soumis en vertu de la présente loi :

- a) sur les projets d'ententes de transfert de renseignements ;
- b) sur les projets de décrets autorisant l'établissement de fichiers confidentiels.

Indiquer, pour chaque avis :

- i. le nom de l'organisme ou du ministère ;
 - ii. la nature ou l'objet du projet de règlement ;
 - iii. la durée.
-

Il y en a 22.

La liste des avis rendus est mentionnée en réponse à la question P-15.

P-19. Évaluations et estimations des ressources humaines, financières et technologiques nécessaires pour la mise en œuvre du projet de loi 64 : *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels.*

	Ressources actuelles	Besoins supplémentaires estimés	Total
Ressources humaines	72	118	190

	Ressources actuelles (M\$)	Besoins supplémentaires estimés (M\$)		Total (M\$)	
		Première année	Années suivantes	Première année	Années suivantes
Ressources financières	7,6	12,6	12,2	20,2	19,8
Ressources technologiques	0,6	0,5	0,2	1,1	0,8
Total	8,2	13,1	12,4	21,3	20,6

Cette évaluation inclut les ressources nécessaires :

- à une hausse substantielle des activités de prévention et de sensibilisation et à l’élaboration d’outils requis pour la mise en œuvre du projet de loi 64 (besoin « d’accompagnement » des organisations);
- à la hausse du nombre de nouvelles demandes qui découlerait de l’adoption du projet de loi 64 et d’autres lois ou projets de loi récents;
- pour parfaire le développement de l’expertise technologique de la Commission et la veille au sujet d’enjeux émergents;
- au développement ou à la révision de processus de travail de la Commission adaptés à la réforme proposée par le projet de loi 64 (incluant les nouvelles fonctions et pouvoirs de la Commission);
- pour continuer les travaux visant l’amélioration de sa performance et les adapter au contexte du projet de loi 64. Ces travaux visent la réduction des délais de traitement des demandes mais aussi la réalisation de projets majeurs de modernisation et de transformation numérique de ses outils de travail et de communication avec la clientèle, dont l’offre de services en ligne.

La Commission a aussi soumis une demande de financement additionnel de 3,0 M\$ pour l’année en cours afin de débiter rapidement des projets majeurs visant la consolidation de son infrastructure technologique et certains travaux préparatoires à l’entrée en vigueur du projet de loi 64.

P-20. Calendrier d'implantation des dispositions du projet de loi 64

Le calendrier d'implantation des dispositions du projet de loi 64 sera établi en fonction des articles de ce projet de loi qui prévoiront leur entrée en vigueur.

P-21. Estimations et hypothèses des demandes supplémentaires, leur nature et les coûts associés engendrés par la mise en œuvre du PL 64.

La mise en œuvre du projet de loi 64 entraînera une nouvelle hausse des demandes de toute nature. La progression du nombre de demandes constatée au cours des dernières années devrait donc s'accroître.

Nature des demandes:

- demandes d'informations au sujet des nouveaux éléments du projet de loi;
- plaintes à la section de surveillance pour non-respect des nouvelles obligations des organisations (ex. : transparence des politiques de confidentialité, réalisation d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, obligations des partis politiques provinciaux, traitements automatisés, profilage, principe de responsabilité);
- recours à la section juridictionnelle concernant de nouveaux droits qu'il confère (ex. : droit à la portabilité, au déferement);
- analyse de documents ou déclarations transmis à la Commission en vertu d'obligations prévues au projet de loi (ex. : déclarations de certains incidents de confidentialité, ententes de communication de renseignements personnels, déclarations de banques de mesures et de caractéristiques biométriques, évaluations des facteurs relatifs à la vie privée, documents concernant les gestionnaires de renseignements personnels).

Outre ces demandes, une hausse importante des activités de prévention, de sensibilisation et de promotion à l'initiative de la Commission ou sur demande est aussi à prévoir compte tenu du besoin important d'accompagnement exprimé par les organisations lors des consultations particulières portant sur le projet de loi 64.

La Commission prévoit aussi une hausse des contestations et des appels de ses décisions, phénomène qui accompagne généralement tout droit nouveau.

Enfin, la mise en œuvre des nouveaux pouvoirs et des nouvelles fonctions envisagées pour la Commission requiert aussi des ressources additionnelles, par exemple l'élaboration de lignes directrices ou les sanctions administratives pécuniaires et leur révision, le cas échéant.

Les coûts additionnels liés à l'ensemble de ces éléments sont inclus dans la réponse à la question 19.

- P-22.** Le nombre de demandes écrites reçues et le nombre ayant été acceptées pour 2020-2021 afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme ou de la personne en demande;
 - b) la nature ou l'objet de la demande;
 - c) la durée de l'autorisation;
 - d) l'usage projeté et les fins recherchées;
 - e) les conditions fixées;
 - f) la raison du refus, le cas échéant.
-

La Commission a reçu 28 demandes d'autorisation de recevoir communication de renseignements personnels à des fins de recherche au cours de l'année 2020-2021 ainsi que 38 demandes visant à modifier une autorisation ou à prolonger le délai de détention des renseignements personnels déjà communiqués.

Durant cette période, la Commission a traité 84 demandes d'autorisation de recevoir communication de renseignements personnels à des fins d'étude, de recherche ou de statistique. De ce nombre, 47 étaient des nouvelles demandes, 20 étaient des demandes de prolongation, 14 étaient des demandes de modification et 3 étaient des demandes de modification et de prolongation.

Ces demandes portaient sur des renseignements dans les domaines suivants :

- Santé et services sociaux : 65;
- Éducation : 12;
- Justice : 3;
- Emploi : 2;
- Loisir et sport : 1;
- Agriculture et pêche : 1.

- P-23.** Nombre de vérifications effectuées pour 2020-2021 :
- a) à la suite d'une plainte;
 - b) de sa propre initiative.

Indiquer, pour chaque vérification :

- i. l'objet de la vérification;
 - ii. le résultat de la vérification;
 - iii. les suites données.
-

1 dossier d'inspection a été effectué au cours de l'exercice 2020-2021.

Cette inspection visait à s'assurer de la véracité d'une dénonciation concernant l'installation et l'utilisation d'un système de banque de données biométrique dans une entreprise (1019683).

Le dossier d'inspection a été fermé après que l'entreprise se soit conformée au premier alinéa de l'article 45 de la LCCJTI en transmettant sa déclaration (1023279). Cette dernière est en cours d'analyse.

- P-24.** Nombre d'enquêtes effectuées pour 2020-2021 :
- a) à la suite d'une plainte;
 - b) de sa propre initiative.

Indiquer, pour chaque enquête :

- i. l'objet de l'enquête;
 - ii. le résultat de l'enquête;
 - iii. les corrections apportées, le cas échéant, par la personne fautive.
-

Les données concernant le traitement des enquêtes par la Commission se retrouvent à la réponse fournie à la question P-13 f).

P-25. Coûts de chacune des enquêtes et personnel affecté à celles-ci.

La part des coûts associés aux enquêtes, inspections et demandes d'avis et au traitement de certains dossiers de la section de surveillance est de 1 516 403 \$. L'équivalent de 16,7 ressources collabore à la réalisation de ces mandats.

P-26. Nombre de plaintes reçues en matière de protection des renseignements personnels et description sommaire de celles-ci.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021, la Commission a reçu 172 plaintes et ouvert 8 enquêtes à son initiative.

Le détail des plaintes reçues se retrouve à la question P-13 f).

P-27. Liste des divulgations proactives concernant un incident de sécurité impliquant des renseignements personnels.

La Commission a reçu 91 divulgations proactives concernant un incident de sécurité impliquant des renseignements personnels au cours de l'année 2020-2021. De ce nombre, **72 visent le secteur privé et 19 le secteur public**. Ce qui représente des proportions respectives de **79,12%** et **20,88%**

Aussi, au cours cette même année, la Commission **a traité 64 déclarations d'incidents**. 48 (**75%**) concernent le secteur privé et 16 (**25%**) le secteur public.

Par ailleurs, les incidents se répartissent comme suit :

- **38 des incidents sont liés à des intrusions issues de l'externe**
- **13 des incidents sont liés à des erreurs humaines**
- **2 des incidents sont liés à des communications non autorisées**
- **11 des incidents sont de toute autre nature**

P-28. Liste des divulgations des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques.

Entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021, la Commission a reçu 28 divulgations de banques de caractéristiques ou de mesures biométriques.

1023538	Tergel inc.
1023866	Les cloisons corflex inc.
1023875	The wine square manufacturing inc.
1023876	n95uv inc.
1024257	9512128 Canada inc. (hypertec dcs)
1024264	Fédération des caisses Desjardins du Québec
1024350	Transcontinental interglobe
1024534	Bois daaquam inc.
1024535	Info-punch 2009 inc.
1024795	Technologies Byohand inc.
1024856	CGI inc.
1024880	Michael Rossy ltee
1024888	Uniqlo Canada inc.
1025065	Fidelity investments Canada ULC
1025069	Les équipements d'érablière C.D.L. inc.
1025190	Meubles Gober inc.
1025191	Vantage data centers Canada QC4, ULC
1025192	Systèmes L.M.P. inc.
1025204	Syndicat M9 Phase 4
1025220	Pierre Corbeil inc.
1025270	Aréna régional de la Rivière-du-Nord
1025369	Entraide agape
1025460	Les services ménagers Roy ltée
1025516	Republic technologies Canada
1025531	Le marché madame S inc.
1025569	La compagnie américaine de fer & métaux inc.
1025673	CIBC (privacy office)
1025856	Agences W. Pelletier (1980) inc

P-29. Liste des ordonnances rendues en vertu du deuxième et troisième alinéa de l'article 45 de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information.

Aucune.

La Commission a émis des recommandations dans 1 dossier : 1023158 : Clearview AI.

P-30. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI concernant l'encadrement des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

La Commission a rendu des décisions dans 4 dossiers qui concernaient une banque de caractéristiques ou de mesures biométriques, dont un concernant la technologie de reconnaissance faciale.

De nombreuses informations et outils au sujet des banques de caractéristiques ou de mesures biométriques sont disponibles sur le site Internet de la Commission, au www.cai.gouv.qc.ca/biometrie/. Elle a notamment élaboré un guide d'accompagnement, un modèle de formulaire de consentement et revu son formulaire de déclaration.

La Commission a formulé des recommandations au sujet de l'encadrement de la biométrie dans son mémoire déposé dans le cadre des consultations particulières relatives au projet de loi 64, principalement aux pages 24 et suivantes : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CI/mandats/Mandat-43315/memoires-deposes.html>.

P-31. Indiquer le nombre de demandes de révision déposées en 2020-2021 à la CAI, en ventilant par ministère, organisme ou municipalité.

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de Demandes
Abercorn (Village)	1
Affaires municipales et Habitation	2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	6
Alleyne-et-Cawood.....	1
Amqui (Ville).....	1
Armagh	1
Arundel (Canton).....	1
Asbestos (Ville)	1
Ascot Corner	1
Assemblée nationale.....	2
Autorité des marchés financiers	3
Autorité des marchés publics	2
Baie-Comeau (Ville)	1
Baie-des-Sables.....	1
Barreau du Québec.....	3
Barreau du Québec (Bureau du syndic)	4
Bécancour (Ville).....	2
Beloeil (Ville)	2
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1
Blainville (Ville).....	5
Boileau	1
Bolton-Est	1
Boucherville (Ville)	1
Brigham	1
Bromont (Ville)	1
Brossard (Ville)	3
Brownsburg-Chatham (Ville)	1
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.....	1
Bureau des enquêtes indépendantes.....	2
Bureau du coroner	2
Bury (Municipalité)	8
Cabinet du lieutenant-gouverneur du Québec.....	1
Candiac (Ville).....	1
Cantley.....	2
Carignan (Ville)	1
Carleton-sur-Mer (Ville)	1
CDP (Caisse de dépôt et placement du Québec).....	1
Cégep de Rimouski.....	1
Cégep de St-Hyacinthe	1
Cégep de St-Jérôme	1
Cégep de Thetford	1
Cégep de Trois-Rivières.....	1
Cégep Édouard-Montpetit	1
Cégep Garneau	1
Cégep Marie-Victorin	2
Cégep Vanier College	1
Centre d'accueil Marcelle Ferron inc.	1
Centre d'acquisitions gouvernementales.....	1

Centre de santé Inuulitsivik	1
Centre de santé Tulattavik de l'Ungava	1
Centre de services scolaire de Charlevoix	1
Centre de services scolaire de la Capitale	2
Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands	1
Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois.....	1
Centre de services scolaire de Montréal	6
Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe	1
Centre de services scolaire des Découvreurs	1
Centre de services scolaire des Draveurs	1
Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries	2
Centre de services scolaire des Hautes-Rivières	4
Centre de services scolaire des Laurentides.....	1
Centre de services scolaire des Navigateurs.....	1
Centre de services scolaire des Phares	1
Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais	1
Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries	2
Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay	1
Centre de services scolaire des Samares	1
Centre de services scolaire du Lac-Abitibi.....	1
Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs.....	1
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys	1
Centre de services scolaire Marie-Victorin	1
Centre hospitalier universitaire de Québec - Université Laval, affaires juridiques.....	1
Centre le Cardinal inc.....	1
Centre régional de SSS de la Baie-James	1
Centre universitaire de santé McGill.....	11
Chambly (Ville).....	9
Chambre de la sécurité financière.....	1
Chambre des notaires du Québec.....	2
Chandler (Ville)	2
Châteauguay (Ville).....	7
Château-Richer (Ville)	1
Chelsea.....	2
Chertsey	1
CHSLD Bayview inc.	1
CHSLD St-Jude inc.....	1
CHSLD Vigi Yves-Blais	1
CHU de Québec - Université Laval	1
CHU de Québec-Université Laval	1
CHU Ste-Justine	7
CHUM	7
CISSS de Chaudière-Appalaches	2
CISSS de Chaudière-Appalaches / Archives médicales	6
CISSS de la Côte-Nord	3
CISSS de la Gaspésie	3
CISSS de la Montérégie-Centre.....	12
CISSS de la Montérégie-Est	12
CISSS de la Montérégie-Ouest	6
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue.....	5
CISSS de Lanaudière	6
CISSS de Laval.....	9
CISSS de l'Outaouais.....	11
CISSS des Îles.....	1

CISSS des Laurentides	22
CISSS du Bas-St-Laurent	10
CIUSSS de la Capitale-Nationale.....	8
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec.....	16
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal.....	6
CIUSSS de l'Estrie	1
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	2
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	9
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal.....	3
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	9
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	5
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal - Services des affaires juridiques	1
CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean	1
Clarendon (Ville)	3
Cloridorme (Canton).....	1
CNESST	22
Collège Dawson.....	1
Collège des médecins du Québec.....	4
Comité de déontologie policière	2
Commissaire à la déontologie policière	4
Commissaire à la lutte contre la corruption	2
Commission d'accès à l'information	3
Commission de la construction du Québec	1
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ).....	7
Commission des services juridiques	1
Commission des transports du Québec.....	3
Commission municipale du Québec	1
Commission scolaire de Montréal	1
Commission scolaire des Trois-Lacs.....	1
Commission scolaire English-Montréal.....	1
Commission scolaire Lester-B.-Pearson	1
Conseil Cri de la SSS de la Baie-James	1
Conseil exécutif.....	4
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Qc.....	1
Contrecoeur (Ville)	1
Cookshire - Eaton (Ville)	1
Courcelles.....	1
CSSS-Institut universitaire de gériatrie Sherbrooke.....	4
Culture et Communications	6
Curateur public.....	1
Denholm	2
Deschambault-Grondines.....	1
Deux-Montagnes (Régie de police)	1
Deux-Montagnes (Ville).....	2
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques.....	5
Directeur des poursuites criminelles et pénales	13
Directeur général des élections.....	3
Dollard-des-Ormeaux (Ville).....	2
Dorval (Cité).....	3
Drummondville (Ville)	5
Dudswell (Municipalité de)	1
Duhamel	1
Dundee (Canton)	2
Dunham (Ville)	1

East Broughton	1
East Hereford.....	1
École des hautes études commerciales	1
École nationale de police du Québec	1
École nationale des pompiers	1
École polytechnique de Montréal	2
Économie et Innovation.....	4
Éducation et Enseignement supérieur.....	13
Elgin	1
Énergie et Ressources naturelles.....	11
Environnement et Lutte contre les changements climatiques	98
Estérel (Ville).....	2
Famille	8
Ferland-et-Boilleau.....	1
Forêts, Faune et Parcs.....	10
Gaspé (Ville)	1
Gatineau (Service de police)	13
Gatineau (Ville)	24
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	1
Gracefield (Ville)	1
Granby (Ville)	3
Grand-Métis	1
Groupe Champlain.....	1
Hampstead (Ville)	4
Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis	2
Hydro-Québec.....	15
Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	2
Institut de cardiologie de Montréal.....	1
Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel	4
Institut universitaire cardiologie/pneumologie QC.....	1
Investissement Québec.....	4
Joliette (Ville)	1
Justice.....	5
La Macaza	1
La Malbaie (Ville)	1
La Mutuelle des municipalités du Québec	1
La Trinité-des-Monts (Paroisse)	1
La Tuque (Ville).....	6
Lac-Beauport	1
Lac-Brome (Ville)	1
Lac-du-Cerf	1
Lac-Frontière.....	1
Lachute (Ville)	2
Lac-Sergent (Ville)	1
Lac-Simon.....	1
Lac-Supérieur	1
L'Anse-St-Jean.....	1
L'Assomption (Ville)	3
Laval (Ville)	11
Laval (Ville) - Service de police/incendie	11
Lejeune	1
Lévis (Service de police)	2
Lévis (Ville)	9
L'Île-Perrot (Ville)	2

Longueuil (Service de police)	11
Longueuil (Ville)	9
Lorraine (Ville).....	2
Loto-Québec	4
Loto-Québec - Société des casinos du Québec inc.	2
Low (Canton)	1
Lyster	1
Maddington Falls.....	1
Magog (Ville).....	1
Maniwaki (Ville).....	1
Mansfield-et-Pontefract	1
Marieville (Ville).....	1
Mascouche (Ville)	15
Massueville (Village)	1
Mercier (Ville).....	1
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.....	1
Mirabel	4
Montcalm	2
Montcerf-Lytton	1
Montebello	1
Mont-Laurier (Ville).....	1
Montréal (Ahuntsic/Cartierville)	3
Montréal (Côte-des-Neiges/N.-D.-de-Grâce)	6
Montréal (Lachine)	1
Montréal (LaSalle).....	1
Montréal (Outremont)	2
Montréal (Pierrefonds/Roxboro)	2
Montréal (Rosemont/La Petite-Patrie)	2
Montréal (SPVM) - Archives et de l'accès à l'information SPVM.....	69
Montréal (St-Laurent)	2
Montréal (Sud-Ouest).....	3
Montréal (Ville).....	17
Montréal (Ville-Marie)	1
Montréal (Villeray/St-Michel/Parc-Extension)	1
Montréal-Est (Ville).....	1
Mont-Royal (Ville).....	2
Mont-St-Hilaire (Ville)	2
Mont-Tremblant (Service de police)	1
Mont-Tremblant (Ville).....	2
Morin-Heights.....	1
MRC Antoine-Labelle	1
MRC Argenteuil.....	1
MRC Bellechasse	6
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	1
MRC des Collines-de-l'Outaouais	3
MRC des Collines-de-l'Outaouais (Police).....	1
MRC La Rivière-du-Nord.....	1
MRC Les Pays-d'en-Haut.....	2
MRC Thérèse-De Blainville	1
Municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies	1
Musée d'art contemporain de Montréal	1
Musée de la civilisation	3
Musée national des beaux-arts du Québec	1
Nominingue.....	2

Notre-Dame-de-la-Paix	2
Notre-Dame-de-Montauban	1
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs.....	1
Notre-Dame-du-Nord	1
OMH Lachute.....	2
OMH Montréal.....	1
Ordre des chimistes du Québec.....	1
Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec	1
Ordre des évaluateurs agréés du Québec.....	2
Ordre des ingénieurs du Québec	3
Ordre des pharmaciens du Québec	1
Ordre des psychologues du Québec	1
Ordre des technologues professionnels du Québec	1
Ordre professionnel des sexologues du Québec.....	1
Organisme autoréglementation courtage immobilier	5
ORH du Lac des Deux-Montagnes.....	2
Otterburn Park (Ville)	1
Palmarolle	1
Piedmont.....	1
Pincourt (Ville).....	2
Piopolis	1
Pointe-Calumet	2
Pointe-Claire (Ville)	2
Pointe-Fortune (Village)	2
Police Richelieu-St-Laurent.....	7
Police Roussillon.....	4
Police Thérèse-De Blainville	4
Pontiac.....	3
Prévost (Ville).....	1
Protecteur du citoyen	1
Québec (SPVQ)	8
Québec (Ville)	6
Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)	4
Régie des alcools, des courses et des jeux.....	1
Régie des installations olympiques	2
Régie du bâtiment du Québec.....	4
Régie incendie des Monts.....	1
Régie incendie Nord-Ouest Laurentides.....	1
Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée du Richelieu.....	1
Régie régionale de la SSS du Nunavik.....	2
Relations internationales et de la Francophonie.....	5
Réseau de transport de La Capitale.....	1
Réseau de transport métropolitain	1
Retraite Québec.....	2
Revenu Québec.....	20
Rimouski (Ville)	1
Rivière-au-Tonnerre	1
Rivière-du-Loup (Ville)	1
Rosemère (Ville)	6
Saguenay (Ville).....	5
Salaberry-de-Valleyfield (Ville)	2
Santé et Services sociaux.....	3
Santé et Services sociaux.....	35
Santé et Services sociaux (MSSS).....	1

Secrétariat du Conseil du trésor	5
Sécurité publique	37
Sécurité publique (Sûreté du Québec)	78
Shawinigan (Ville)	4
Shefford (Canton)	1
Sherbrooke (Ville)	9
Société d'habitation du Québec (SHQ).....	1
Société de développement des entreprises culturelles	1
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).....	14
Société de transport de l'Outaouais.....	1
Société de transport de Montréal	4
Société de transport de Sherbrooke.....	1
Société de transport de Trois-Rivières	1
Société des alcools du Québec (SAQ)	3
Société des établissements de plein air du Québec	1
Société des traversiers du Québec	4
Société d'habitation et de développement Montréal	5
Société du parc Jean-Drapeau.....	1
Société québécoise des infrastructures.....	6
Société québécoise d'information juridique	1
Société québécoise du cannabis (SQDC)	1
Sorel-Tracy (Ville)	2
St-Alexis-des-Monts (Paroisse)	1
St-Ambroise	2
St-Ambroise-de-Kildare (Paroisse).....	1
St-André-d'Argenteuil	1
Stanstead (Canton)	1
St-Aubert.....	1
St-Augustin (Paroisse)	1
St-Augustin-de-Desmaures (Ville)	2
St-Benoît-Labre.....	1
St-Blaise-sur-Richelieu.....	2
St-Charles-de-Bellechasse.....	1
St-Colomban (Ville)	2
St-Didace (Paroisse)	1
St-Dominique	10
St-Donat.....	1
Ste-Adèle (Ville)	2
Ste-Agathe-des-Monts (Ville)	1
Ste-Anne-des-Plaines (Ville)	1
Ste-Brigitte-de-Laval	3
Ste-Cécile-de-Milton.....	1
Ste-Clotilde	1
Ste-Julienne	1
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson (Ville).....	1
Ste-Marie-Madeleine (Paroisse).....	1
Ste-Marthe-sur-le-Lac (Ville)	2
St-Éphrem-de-Beauce	2
Ste-Sophie	1
Ste-Thérèse (Ville)	1
St-Eustache (Service de police)	1
St-Eustache (Ville)	5
St-Félix-d'Otis	1
St-Frédéric	1

St-Georges (Ville)	2
St-Gérard-Majella (Paroisse).....	1
St-Hippolyte	1
St-Hyacinthe (Ville)	2
St-Jean-de-Dieu	1
St-Jean-sur-Richelieu.....	7
St-Jean-sur-Richelieu (Service de police)	3
St-Jérôme (Ville)	6
St-Lambert (Ville)	1
St-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	2
St-Léon-le-Grand (Région de la Gaspésie)	1
St-Mathias-sur-Richelieu	1
St-Michel-de-Bellechasse.....	12
Stoneham-et-Tewkesbury (Cantons unis)	1
St-Philippe	1
St-Philippe-de-Néri (Paroisse).....	1
St-Raphaël	2
St-Sauveur (Ville).....	4
St-Siméon	1
Sts-Martyrs-Canadiens (Paroisse)	1
St-Urbain-Premier (Ville)	3
Sutton (Ville)	3
Tadoussac (Village)	1
Terrebonne (Ville)	3
Terrebonne (Ville) - Service de police	6
Thetford Mines (Ville)	1
Tourisme.....	1
Transports.....	15
Travail, Emploi et Solidarité sociale.....	10
Tribunal administratif du logement	5
Tribunal administratif du Québec.....	1
Tribunal administratif du travail (TAT).....	4
Trois-Rivières (Ville).....	13
Université de Montréal	3
Université de Sherbrooke.....	1
Université du Québec à Montréal	3
Université du Québec à Trois-Rivières	5
Université du Québec en Outaouais.....	2
Université Laval-Bureau du secrétaire général.....	5
Université McGill	11
Valcourt (Ville).....	1
Val-David (Village)	1
Val-des-Monts.....	1
Val-d'Or (Ville).....	2
Vaudreuil-Dorion (Ville)	2
Vaudreuil-sur-le-Lac.....	2
Vigi Santé Ltée.....	1
Weedon	1
Wentworth-Nord.....	3
Westmount (Ville).....	1

P-32. Indiquer les sommes dépensées pour 2020-2021 par la CAI pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Masse salariale consacrée aux ressources informationnelles	288 891 \$
Achat de logiciels (incluant frais de support)	21 500 \$
Achat d'équipement	82 100 \$
Services internes (CSPQ/ITQ, TAT, MSP)	153 000 \$
Services externes	78 900 \$
TOTAL	624 391 \$

P-33. Liste des frais exigés au demandeur en 2020-2021 pour la transmission de données électroniques pour chacun des ministères ou organismes gouvernementaux à la suite d'une demande d'accès, en ventilant par ministère ou organisme.

La Commission ne détient pas cette information.

P-34. Indiquer les sommes dépensées en 2020-2021 par la CAI pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

2020-2021 :183 594 \$